



MIGRANT LANGUAGES
IN COMMUNITY RADIO

Recommandations envers
les médias interculturels



Contents

.....	1
PRÉAMBULE.....	5
RÉSULTATS.....	9
RECOMMANDATIONS.....	11
Gouvernance.....	11
Communication et accès.....	11
Formation.....	11
Programmation.....	12
Interaction sociale.....	12
Mise en réseau.....	12
RECOMMANDATIONS TO EXTERNAL AGENCIES.....	12
ANNEXE 1.....	13
LA CHARTE DE LA RADIO COMMUNAUTAIRE POUR L'EUROPE.....	13
ANNEXE 2.....	17
Résultats des questionnaires (LES ORGANISMES).....	17
ANNEXE 3.....	23
Résultat de l'étude (PRODUCTEURS).....	23
ANNEX 4.....	31
MIGRATION AND MEDIA IN HUNGARY.....	31

PRÉAMBULE

« Pour être honnête, je me suis toujours senti non seulement soutenu mais également encouragé à faire partie de la communauté et à penser aux émissions que j'aimerais produire. En commençant par discuter des idées, à avoir du temps d'antenne et en toute autonomie, tout était possible et facilement mis à disposition » (participant au questionnaire).

Le rôle du media de communauté ou associatif en stimulant la cohésion sociale et le pluralisme du contenu et la diversité a été le centre de la recherche académique. Cette recherche a étudié la contribution positive du troisième secteur des médias pour la résolution de conflits dans les sociétés asiatiques et africaines et à la participation de minorités migratrices et ethniques à la production de contenu, alors qu'en Europe elle a été identifiée internationalement par l'UNESCO, le Conseil de l'Europe et le Parlement européen.

La résolution du Parlement européen du 25 septembre 2008 sur les médias communautaires ou associatifs en Europe (2008/2011 (INI))

1. Insiste sur le fait que les médias communautaires ou associatifs sont des moyens efficaces pour renforcer la diversité culturelle et linguistique, l'inclusion sociale et l'identité locale, qui explique la diversité du secteur ;

2. précise que les médias communautaires ou associatifs aident à renforcer les identités des groupes d'intérêt spécifiques, en permettant par la même occasion à des membres de ces groupes de s'engager dans d'autres groupes de la société, et donc de jouer un rôle important en stimulant la tolérance et le pluralisme dans la société et de contribuer au dialogue interculturel.

3. Insiste également que les médias communautaires ou associatifs favorisent le dialogue interculturel en instruisant le grand public, combattant les stéréotypes négatifs et corrigeant des idées proposées par les mass-médias concernant les communautés dans la société menacée par l'exclusion, telle que les réfugiés, migrants, Roms, et autres minorités ethniques et religieuses ; Insiste que les médias communautaires ou associatifs sont un des moyens existants pour faciliter l'intégration des immigrants et pour également permettre aux membres désavantagés de la société de devenir des participants actifs en s'engageant au cours des discussions qui sont importants pour eux;

La déclaration du Conseil de l'Europe du Comité des ministres sur le rôle des médias communautaires ou associatifs en favorisant la cohésion sociale et le dialogue interculturel (adoptés par le Comité des ministres le 11 février 2009 lors de la 1048ème réunion des députés des ministres) identifie « la contribution des médias communautaires ou associatifs en stimulant le débat public, le pluralisme politique et la conscience des avis divers, notamment en fournissant à divers groupes de la société –comprenant minorités culturelles, linguistiques, ethniques, religieuses ou autres – une occasion de recevoir et de diffuser l'information, pour s'exprimer et pour échanger des idées ».

A travers ces documents, le Parlement européen et le Conseil de l'Europe ont identifié que le principe de la participation, de la citoyenneté active et du média démocratique est exclusivement mis en application par le secteur des médias communautaires ou associatifs, qui en dépit de la pénurie des ressources, fournissent un service aux personnes, aux groupes et à la société qui n'est pas fournie par les secteurs des médias publics ou commerciaux les plus puissants.

La « Charte des radios communautaires pour l'Europe » de l'AMARC-Europe (voir l'[ANNEXE1](#)) tâche de définir la diversité de la radio communautaire dans un décalogue, déclare que les radios communautaire doivent « fournir un droit d'accès aux groupes minoritaires et aux groupes marginalisés et favoriser et protéger la diversité culturelle et linguistique », offrant des moyens afin de faciliter la représentation des migrants.

Le projet InclusionDes, financé par Erasmus + éducation des adultes, vise à explorer le processus qui permet la participation des migrants dans des radios communautaires dans les pays/régions où les associés de projet sont basés (l'Irlande, la France, l'Allemagne, la Hongrie et l'Espagne) et proposer une série de guides de bonnes pratiques qui peuvent être employées par d'autres radios communautaires qui souhaitent évaluer leur processus de participation, en vue de faciliter l'accès des ressources médias aux migrants. (Pour simplifier ce document et la portée du projet nous avons décidé d'employer le terme « migrant » pour identifier les personnes résidant dans des pays autres que leur pays d'origine, indépendamment de leur statut juridique ou des raisons pour lesquelles elles doivent déménager).

Le coordinateur du projet est radio [Radio Kultura](#) (Hasparren, pays Basque) et les organismes associés sont [Civil Radio](#) (Budapest, Hongrie), [Radio Wüste Welle](#) (Tübingen, Allemagne), [Radio Enlace](#) (Madrid, Espagne) et [Near FM](#) (Dublin, Irlande).

L'étude initiale a été effectuée sous forme de deux questionnaires (voir [ANNEXE2](#) et [3](#)), une adressée aux organismes qui ont été sélectionnés sur la base de la participation de migrants dans leur grille de programmes. Le deuxième a été soumis à des producteurs migrants eux-mêmes, afin de collecter leur expérience des processus de formation, de prise de décision et de communication dans les radios communautaires pour lesquelles ils produisent des émissions.

Un total de 15 radios communautaires ont participé à l'enquête. Ces organismes sont basés en Allemagne (6), Autriche (1), Suisse(1), France (2), Irlande (3), et Espagne (2) et au total ils diffusent 143 émissions dans 43 langues différents qui sont produites par des migrants de 64 pays.

Quarante-quatre producteurs migrants ont participé au questionnaire. Ils ont énuméré 24 pays d'origine.

Aucun des participants à l'enquête était basé en Hongrie. Ceci peut être expliqué par la disparition d'une grande partie des moyens de communication communautaires provoqués par le changement de règlement et la nouvelle législation audiovisuelle hongroise depuis 2010 ainsi que par les procédures rigoureuses dans la politique d'immigration mis en application dans ce pays. L'information spécifique sur la situation en Hongrie peut être trouvée en [ANNEXE 4](#).

INC
LUS
ION
DES



CIVILRÁDIÓ FM98



MIGRANT LANGUAGES
IN COMMUNITY RADIO



RÉSULTATS

- La plupart des producteurs migrants qui ont participé au questionnaire ont convenu que leur participation dans une radio communautaire a un impact très positif dans leurs vies et leurs facilitent l'acquisition de nouvelles compétences : Techniques de communication améliorées, 29% ; qualifications techniques améliorées (les TCI), 19% ; confiance en soi renforcée, 21,3% ; cercle social et réseau élargi, 25,7%.
- Le but des producteurs est principalement d'informer les auditeurs au sujet de leur culture et de la communauté (25%), mais également le divertissement (22,7%), informant des personnes au sujet de leur propre communauté (21%) et de contester les stéréotypes (16,5%).
- La plupart des émissions produites par des migrants sont soit dans la langue majoritaire (41%) soit multilingue (40%), tandis que seulement 19% des programmes sont exclusivement diffusés en langue étrangère.
- La plupart des producteurs sont satisfaits par les ressources et par la formation (contenu, supports, etc.) huit points sur 10 (8/10).
- Tandis que les producteurs ne considèrent pas important que la formation soit fournie dans une autre que la langue majoritaire, ils apprécieraient que la formation puisse être délivrée par des formateurs migrants (7/10).
- Les producteurs connaissent les processus de communication dans l'organisation (8.5/10) et comment participer à la prise de décision dans les organismes (33 des 44 examinés). Avant tout, ils considèrent que leurs avis sont entendus (31 des 44 participants étaient d'accord avec cette déclaration).
- Les producteurs ont exprimé un intérêt à recevoir davantage de retours ou commentaires au sujet du contenu des programmes de formations et des qualifications techniques mais aussi au sujet de l'accès à une formation plus spécifique/plus développée (7/10 dans les deux cas). Cependant, les organismes des médias ont des difficultés lorsqu'il s'agit de suivre le contenu des programmes diffusés en langue minoritaire, et se fient aux auditeurs, leurs propres collègues ainsi qu'à la formation pour s'assurer que le contenu produit et la diffusion sont appropriés.
- Les organismes avec les taux de participation de migrants les plus élevés sont ceux qui adoptent une attitude plus active en ce qui concerne la communauté migrante, en organisant des événements et des stratégies spécifiques de formation ou de communication à l'extérieur. Ils sont également en position d'offrir plus de ressources – personnels ou responsables dédiés, aides financières, participation aux décisions - pour soutenir les besoins spécifiques des producteurs migrants.

RECOMMANDATIONS

Gouvernance

- Les organismes devraient évaluer leur communication interne pour assurer la transparence concernant les parties prenantes de l'organisation ainsi que les processus de gouvernance.
- Créer des espaces qui facilitent la consultation directe avec les producteurs des programmes. Une des réponses des questionnaires a mis en évidence l'importance de ce point : *« je pense que toutes les procédures, les structures et la participation sont bien organisées. Lors de nos réunions mensuelles d'assemblée plénière, nous avons l'habitude de discuter les points mentionnés ci-dessus. De cette façon, nous sommes toujours au courant des tâches à réaliser pour améliorer la programmation et être plus efficace. »*
- La rétroaction sur les politiques et les procédures des organismes ont pu être améliorée en demandant à des producteurs de remplir des questionnaires de façon régulière.
- Créer des mécanismes pour faciliter et favoriser la participation des producteurs migrants au sein des structures de prises de décisions.

Communication et accès

- Les organismes devraient favoriser des actions de communication visant à faciliter la participation des communautés migrantes.
- Les radios communautaires devraient créer des campagnes spécifiques visant les communautés migrantes pour les informer de la possibilité d'accéder à la formation et aux ressources du média.

Formation

- Fournissez les informations sur les structures, les processus de prises de décision et la participation en tant que module important de la formation initiale. Cependant, quelques producteurs sont au début concentrés sur l'acquisition des compétences nécessaires pour réaliser ou animer des émissions. Le souhait de participer aux processus décisionnels se développe seulement plus tard.
- Fournissez aux producteurs des ressources autodidactes consultables en ligne, qui pourrait les aider à améliorer leurs compétences (vidéos des questions techniques, etc.)
- Les organismes devraient considérer la possibilité d'élever le statut des producteurs migrants pour les engager comme formateurs, et la possibilité de fournir des stages de formation dans d'autres langues que la langue majoritaire.
- Facilitez le transfert de connaissances et des bonnes pratiques en organisant des réunions thématiques qui créeraient *« plus de possibilités d'échanges entre le personnel et ses bénévoles plus expérimentés »*.

Programmation

- Les organismes devraient activement inviter des personnes et des groupes afin de développer la production des programmes multiculturelles et en langue étrangères.
- Les radios communautaires devraient s'assurer que le temps d'antenne est équitablement partagé parmi tous les producteurs, afin de faciliter l'accès de nouveaux producteurs à la grille de programmes. « *La grille de programmes pourrait être élargi de sorte que plus de producteurs réalisent leur propre émission radiophonique.* »

Interaction sociale

- Les organismes devraient considérer la création d'espaces de socialisation qui faciliteraient les échanges entre les « hôtes » et les bénévoles migrants. « *Je pense qu'en soutenant les producteurs migrants, nous en apprenons d'avantage à leur égard. Ce serait un situation de gain pour tous où nous partagerons des idées et les connaissances.* »

Mise en réseau

- Les organismes devraient envisager de faciliter la création des liens entre les producteurs migrants diffusant dans d'autres radios communautaires proches. « *Sería muy importante crear una red a nivel europeo y quizás mundial* » (il serait important de créer un réseau européen ou même mondial).

RECOMMENDATIONS TO EXTERNAL AGENCIES

Funding lines aimed to facilitate and encourage the employment of migrants as staff, but also to ensure that community media organisations have the staff and financial resources required to further migrant participation and training in media.

ANNEXE 1

LA CHARTE DE LA RADIO COMMUNAUTAIRE POUR L'EUROPE

Reconnaissant que la radio communautaire est un moyen idéal de promouvoir la liberté d'expression et d'information, le développement de la culture, de la liberté de la forme et de confronter des opinions et la participation active à la vie locale; notant que les différentes cultures et traditions conduisent à diversité des formes d'une radio communautaire; Cette charte identifie les objectifs que les stations de radio communautaires devraient partager et tenter d'atteindre.

Stations de radio communautaire:

- 1. promouvoir le droit de communiquer, aider la libre circulation des informations et des opinions, encourager l'expression créative et contribuer au processus démocratique et une société pluraliste;*
- 2. fournir un accès à la formation, de production et de distribution; encourager les talents créatifs locaux et les traditions locales d'accueil; et de fournir des programmes pour le bénéfice, le divertissement, l'éducation et le développement de leurs auditeurs;*
- 3. demander que leur représentant de propriété des communautés géographiquement identifiables locales ou des communautés d'intérêt commun;*
- 4. sont éditorialement indépendant du gouvernement, des institutions commerciales et religieuses et les partis politiques dans la détermination de leur politique de programme;*
- 5. fournir un droit d'accès aux groupes minoritaires et marginalisés et de promouvoir et de protéger la diversité culturelle et linguistique;*
- 6. chercher à informer honnêtement leurs auditeurs sur la base de l'information tirée d'une diversité de sources et de fournir un droit de réponse à toute personne ou organisation assujettie à la présentation inexacte des faits graves;*
- 7. sont établies comme des organisations qui ne sont pas exécutées en vue de tirer profit et d'assurer leur indépendance en étant financé à partir d'une variété de sources;*
- 8. reconnaître et respecter la contribution des bénévoles, reconnaître le droit des travailleurs rémunérés à adhérer à des syndicats et de fournir des conditions de travail satisfaisantes pour les deux;*
- 9. utiliser les pratiques de gestion, de programmation et de l'emploi qui opposent les discriminations et qui sont ouverts et responsables à tous les supporters, le personnel et les bénévoles;*
- 10. favoriser les échanges entre les diffuseurs de radio communautaires utilisant les communications à développer une plus grande compréhension à l'appui de la paix, la tolérance, la démocratie et le développement*

Adoptée le 18 Septembre 1994 à Ljubljana, la Slovénie lors de la première Conférence AMARC paneuropéenne des radiodiffuseurs communautaires

ANNEXE 2
Résultats des questionnaires (LES ORGANISMES)

Organismes qui ont participé à l'étude : 15 organismes : (6 d'Allemagne, 1 Autrichien, 1 Suisse, 2 Français, 3 Irlandais, 2 Espagnols)

Wüste Welle	Freies Radio Stuttgart	Radio Vallekas
Radio Dreyeckland	Radio Flora	Radio Enlace (Spain)
Radio Z,	Near FM	Radio FRO (Austria)
Radio F.R.E.I.	Liffey Sound	Hauts de Radio
Radio X	Raidió na Life (Ireland)	Radio Plus

Les émissions de radio sont produites par des personnes en lien avec des communautés migrantes : 143

Freies Radio Stuttgart	(19)
Radio Dreyeckland	(21)
Wüste Welle	(15)
Radio Z	(12)
Radio Flora	(5)
Radio F.R.E.I	(4)
Radio X	(11)
Nearfm	(7)
Liffey Sound	(4)
Raidió na Life	(5)
Radio Vallekas	(4)
Radio FRO	(24)
Radio enlace	(2)
Hauts de Radio	(8)
Radio Plus	(2)

Pays d'origine des producteurs de programmes : 64

Afghanistan	Congo Kinshasa	Jamaica	Russia,
Algeria	Croatia	Kazakhstan	Senegal
Angola	Cuba	Kosovo	Singapore
Argentina	Ecuador	Kurdistan	South Africa
Austria	Egypt	Lebanon	Spain
Azerbaijan	England	Lithuania	Sri Lanka
Basque Country	Eritrea	Mexico	Sudan
Bolivia	Ethiopia	Morocco	Switzerland
Bosnia	France	Mozambique	Syria
Brazil	Gabon	Netherlands	Togo
Bulgaria	Gambia	Nigeria	Tunisia
Cameroon	Ghana	Peru	Turkey
Catalonia	Hungary	Poland	Ukraine
Chile	India	Portugal	Uruguay
China	Iran	República Dominicana	USA
Colombia	Italy	Rumania	Venezuela

Langues utilisées dans les programmes : 43 langues

3 Chinese languages	Dari	Italian	Serbian
Akan	Several Creole languages from Jamaica and South America	Kurmanci,	Sorani
Albanian	English,	Latin,	Spanish
Amharic	Esperanto	Malayalam	Tamil
Arabic	Fanti	Nigerian languages	Tigrinya
Azerbaijani	Farsi	Persian,	Turkish
Basque	French	Polish	Ukrainian
Bosnian	Ga (dialects from Ghana)	Portuguese	Wolof
Bulgarian	German	Portuguese-Brazilian	Zazaki
Catalan	Ghanaian languages	Rumanian	
Croatian	Hungarian	Russian	

Monolingue vs. multilingue La plupart des producteurs migrants diffusent en mélangeant plusieurs langues (40%) ou en utilisant seulement la langue majoritaire (41 %), alors qu'un certain nombre de producteurs migrants diffusent uniquement dans leur langue maternelle 19%.

Surveillance et rétroaction pour les émissions des migrants

- Aucune des stations allemandes excepté Radio Bavaria n'assurent une surveillance active (en Bavière, les programmes radiophoniques sont examinées par l'état bavarois). Elles ont des principes de base qui doivent être acceptés par chaque producteur. Mais il y a une certaine rétroaction de la part des auditeurs ainsi que d'autres producteurs. La radio F.R.E.I. a même développé un système de rétroactions régulières (une émission par semaine).
- En Suisse, il y a une évaluation après 18 mois pour chaque émission.
- NEAR FM : les émissions en espagnol, portugais et italien peuvent être surveillés par le personnel. Le contenu polonais a été surveillé en s'appuyant sur les réactions des membres de la communauté polonaise. Le programme croate est bilingue.
- Radio FRO : échanges avec les producteurs des émissions, rétroaction des auditeurs.
- Liffey Sound : Des émissions sont surveillés en direct. De façon générale, il est difficile de surveiller la totalité des programmes diffusés en langues étrangères.
- Raidio Na Life : Certains membres du personnel de la station ont un niveau de base dans certaines langues comme l'espagnol, le catalan et le portugais et peuvent donc assurer la compréhension du contenu diffusé dans ces langues. Cependant, ils n'ont actuellement pas la capacité de surveiller le polonais, le Fanti et le Ga et, font donc confiance au respect des instructions initiales ainsi que des stages de formation des bénévoles produisant les émissions dans ces langues.
- Radio Vallekas : La radio s'appuie sur les formations tout en réalisant un suivi des émissions diffusés.

- Radio Enlace : Tous les programmes sont diffusés dans la langue espagnole.

Stratégies pour faire participer les communautés migrantes dans la production de programmes.

- Les stations de radio offrent des conférences spécifiques, des ateliers et des réunions au sein des stations radio (39.5 %).
- Dans certains cas les stations radio développent des stratégies de communication ciblées envers les communautés migrantes (19,5 %)
- Les organismes assurent également la possibilité aux producteurs migrants de participer aux ateliers de formations réguliers de la radio. 24 %

Stratégies pour l'intégration des producteurs migrants dans les structures internes

- La radio Dreyeckland (Fribourg) a des coordonnateurs spécifiques pour les producteurs migrants.
- La radio Z à Nürnberg a un groupe éditorial composés de migrants auquel il est permis de prendre ses propre décisions . Ce groupe a une voix dans l'assemblée plénière de la station de radio et est également membre du comité de gestion.
- Radio F.R.E.I : Il y a des tuteurs pour tous les nouveaux bénévoles. L'emplacement de la radio F.R.E.I semble être un point de rencontre pour les communautés migrantes à Erfurt.
- La radio Wüste Welle à Tübingen offre des projets spécifiques aux migrants et les invite régulièrement à l'assemblée plénière.
- La radio Freies de Stuttgart et la radio Flora à Hanovre offrent également la possibilités de participer aux assemblées plénières régulières aux producteurs de migrants.
- Near Fm : Après la formation, l'intégration de nouveaux bénévoles est un processus individuel, afin que tous les besoins spécifiques soient couvert.
- Radio Fro : formation individuelle, ateliers radio pour réfugiés, soutien spécifique au début, tuteurs parlant la langue maternelle des migrants.
- Liffey Sound : Actuellement, à travers les mêmes canaux que d'autres nouveaux volontaires.
- La Raidio Na Life : ils s'agit d'une station de radio unique étant donné qu'ils diffusent uniquement en langue irlandaise, ceci étant leur principale raison d'être. Par exemple : afin de fournir un service radiophonique de communauté-d'intérêt spécifique aux auditeurs irlandais, ils accordent la priorité (les stages, les aides, le temps de programmation, ...) aux bénévoles qui diffusent en irlandais. C'est une politique de station qui définit qu'au moins 90% de la programmation soit produite exclusivement en irlandais, et donc il y a une certaine limite pratique au nombre de producteurs migrants que la station peut accepter en tant que bénévoles. Malgré cela, dans ce contexte, ils souhaitent la bienvenue aux producteurs migrants avec les bras ouverts comme avec n'importe quel producteurs non-migrant. Ils fournissent des traductions en anglais des documents

d'accueil, (lettre de bienvenue, contrats pour les bénévoles, ligne éditoriale, etc.) pour leurs producteurs migrants afin de faciliter une intégration rapide et une meilleure compréhension de la philosophie de la station. Ensuite, les producteurs migrants sont automatiquement portés par le mouvement qui se développe à tous les niveaux de la radio ce qui fait que tout un chacun est traité de façon égale à tout moment.

- Radio Vallekas : La charte de l'organisation inclut le principe d'égalité qui garantit l'utilisation de toutes les ressources de l'organisation sur un pied d'égalité. La flexibilité des normes, par rapport aux aides financières, permet de faciliter la participation à la radio des personnes qui se trouvent dans les situations d'exclusion ou de vulnérabilité.
- Radio Enlace : De même qu'avec d'autres bénévoles, l'organisation encourage les producteurs migrants à participer à l'organisation non seulement en réalisant des programmes mais aussi en prenant part aux autres activités. La radio offre un soutien personnalisé et technique lors d'événements spécifiques, et elle facilite la production des jingles radiophoniques, la présence dans le site internet de l'organisation, etc.

ANNEXE 3
Résultat de l'étude (PRODUCTEURS)

Nombre de producteurs qui ont participé à l'enquête : 43

Organismes qu'ils ont intégré :

02 Radio	Oman Ghana Radio	Radio Plus
Antxeta Irratia	Radio Dreyeckland	Radio X
Athlone Community Radio (Ireland)	Radio Enlace	RDL
Frs Stuttgart und Rum Marburg	Radio F.R.E.I.	RNL
Hungaromedia	Radio fora	Wüste welle
Near FM (Ireland)	Radio Fro (Austria)	

Pays d'origine :

Afghanistan	Colombia	Hungary	Russia,	Venezuela
Algeria	Croatia	Iran,	Serbia	
Australia	Egypt	Italy	Switzerland	
Basque Country	Gabon,	Lebanon	Turkey	
Bolivia	Germany	Mexico	UK	
Brazil	Ghana	Poland	USA	

Langues de communication

La plupart des producteurs utilisent leur langue maternelle dans la communication avec la famille. Cependant, quand il s'agit de communication avec des amis et des collègues nous avons remarqué que la langue maternelle est souvent complétée (ou substituée) par la langue majoritaire du pays de résidence. Cependant, en Autriche et en Allemagne, les producteurs migrants peuvent partager des lieux de travail multiculturels qui prennent en compte l'utilisation de langues autres que l'Allemand. La communication avec les amis est souvent multilingue, non seulement avec la langue maternelle puis la langue majoritaire mais également d'autres langues européennes principales, telles que l'anglais et le français.

Il semble que les personnes ayant un passé en lien avec l'immigration tendent à avoir des amitiés que l'on pourrait qualifier de multiculturelle.

Pourquoi diffuser la radio dans des langues migrantes ?

A travers les réponses, les producteurs adoptent le rôle des auditeurs, et justifient ce faisant, leur décision de devenir des animateurs producteurs radio. Ils mettent l'accent sur le lien et la conservation de leur culture d'origine ainsi que le fait de pouvoir fournir des informations qui ne sont pas disponibles dans le pays d'accueil. Ils défendent aussi que c'est par la langue que nous décrétons les traditions culturelles et la représentation globale de la société. « L'acquisition de notre langue maternelle fournit au langage un système qui n'est pas « neutre » mais qui influence directement nos vies entières »

Certains questionnés croient également que la programmation multilingue est une expression de la réalité multiculturelle des sociétés et qu'elle favorise la compréhension de la nécessité de l'inclusion des communautés migrantes.

" Il me semble important de pouvoir travailler et écouter des émissions radios dans plusieurs langues dans une même radio, afin de favoriser l'inclusion et l'intégration de tous les habitants du bassin d'écoute de la radio. La radio communautaire es un instrument pour cela "

La communication dans la langue maternelle est également une expression « de chez soi » tout en étant « loin de la maison », mais joue également un rôle dans la diffusion de l'information pour les nouveaux arrivants qui n'auraient pas encore acquis la maîtrise de leur nouvelle langue du pays d'accueil. Elle sert également à créer des liens entre membres de leur communauté dans le pays d'accueil.

Écouter des émissions dans ma langue maternelle affirme et identifie mon identité et mes racines. En même temps que nous connaissons le monde, le monde nous connaît.

Cependant, il y a également un intérêt clair de s'informer au sujet de la réalité du pays d'accueil et les producteurs migrants veulent écouter également la radio dans la langue majoritaire aussi bien que produire des programmes bilingues avec comme objectif de faciliter l'information.

De quel langues les producteurs se servent-ils dans leurs programmes ?

Il y a une tendance claire chez les producteurs d'approcher la radio comme une extension de leurs besoins de communication et c'est pour cela que leurs programmes sont diffusés dans leur propre langue maternelle. En même temps, dans la plupart des cas nous pouvons entendre que le contenu est bilingue ou trilingue et cela dans un effort d'approcher des auditeurs de la communauté d'accueil afin de créer un espace virtuel interculturel qui représente une grande partie de leur communauté ou même la composition de l'équipe éditorial ou de production.

Les objectifs des producteurs

Nous ne pouvons pas écarter la valeur ludique du média, et ceci est clairement compris par les producteurs radio. Un contenu ludique est une manière d'attirer et de fidéliser les auditeurs, qui sont alors exposés « à des objectifs plus élevés » comme fournir des informations aux personnes de leur propre communauté, ou d'informer tous les citoyens des questions affectant leur propre communauté ou leur pays d'origine. Un autre objectif très important est la lutte contre les stéréotypes qui sont diffusés par des médias traditionnelles afin de favoriser l'intégration interculturelle. Quelques migrants constatent que à travers leurs émissions radiophoniques ils peuvent également exprimer des idées politiques alternatives à ceux qui sont habituellement associées à leur pays d'origine.

L'accès au media est également perçu comme une occasion pour le développement des connaissances des auditeurs. Cet objectif peut être atteint à travers le partage des expériences des présentateurs ou en présentant l'expérience des personnes de la communauté d'accueil qui ont l'expérience d'autres cultures et traditions.

Dans les réponse au questionnaire il parait évident que les producteurs perçoivent qu'il y a une couverture insuffisante des affaires internationales et des actualités dans les médias principaux, et dans les cas où ces affaires sont traités, il y a un déficit de diversité dans les points de vues présentées par ces médias. Les producteurs des radios communautaires ont pris la responsabilité de combler ce manque à travers leur participation au média.

Quelques producteurs considèrent que leurs programmes peuvent devenir des passerelles pour des événements culturels et la promotion des activités qui réunissent leur communauté.

Comment la formation et la participation aux médias bénéficie les producteurs dans leur vie quotidienne.

Les avantages de la participation dans le média sont clairement expliqués par les producteurs dans leurs réponses au questionnaire. Quelques compétences acquises sont mesurables : le développement des compétences en matière de TIC obtient des scores très importants dans les questionnaires en anglais et en allemands. Dans d'autres cas d'acquisition de compétences, les scores sont plus qualitatifs tout en obtenant des taux aussi importants, voir plus : amélioration des techniques de communication et élargissement du cercle sociale. La participation dans un média et l'acquisition des compétences a également un impact sur la croissance de confiance en soi qui a été admis par tous les participants, et plus particulièrement par les producteurs migrants répondant au questionnaire allemand.

La participation dans le média a également été positif par rapport au développement des connaissances de la langue du pays d'accueil. Enfin, les producteurs migrants ont aussi ressenti un bénéfice de la création des canaux de partages d'informations, du lien créé autour de la communauté, et de la motivation hebdomadaire de diffuser leurs émissions.

Accès aux ressources (7 sur 10)

La plupart des producteurs répondent qu'ils ont tout ce qu'ils ont besoin pour produire leurs propres programmes. Cependant, il y a matière à amélioration.

Connaissance des procédures internes (moyenne 7/10)

La plupart des producteurs connaissent les procédures internes d'organisation. Cependant, dans ce cas les réponses diffèrent, notamment avec des scores relativement bas émis par un certains nombre de producteurs.

La qualité et le contenu des stages de formation (moyenne 7/10)

La plupart des producteurs semblent assez satisfait par rapport au contenu et à la qualité des stages de formation.

Langue des stages de formation (moyenne 3.58/10)

La plupart des producteurs ne croient pas qu'il serait indispensable de recevoir les formations dans leur propre langue.

Jours et périodes de formation (moyenne 8.23/10)

La plupart des producteurs ont le sentiment que les stages de formation étaient accessible du point de vue des dates et des horaires.

Formations liés aux qualifications techniques (moyenne 7.54/10)

La plupart des producteurs ont le sentiment que les stages de formation leur fournissent les qualifications techniques nécessaires pour produire leurs programmes.

Formation liés aux qualifications journalistiques (moyenne 6.08/10)

La plupart des producteurs ont le sentiment que les stages de formation leur fournissent les qualifications journalistiques nécessaires pour produire leurs programmes.

Problèmes de communication (moyenne 8.38/10)

La plupart des producteurs connaissent les mécanismes pour communiquer les difficultés associées à la production de leur programme.

Les jours et les sujets de réunions sont bien connus à l'avance (7.85/10)

La plupart des producteurs considèrent que les informations concernant les réunions d'organisation sont bien communiquées.

Participation à la prise de décision (83.3 % savent comment participer)

La plupart des producteurs connaissent les processus décisionnels et comment y participer.

Les avis ont un impact au niveau de la gouvernance (61,5% considèrent que leurs avis ne sont pas pris en compte)

Cependant, certains considèrent que leurs avis n'ont pas l'impact souhaité dans l'organisation.

Rétroaction sur leur programme (97.7 % voudrait davantage de rétroaction et de formation)

Les producteurs expriment clairement le souhait de recevoir d'avantage de rétroactions sur leur programme. Cependant, bien que la rétroaction technique des stages de formations soit possible pour tous les programmes, la rétroaction et l'évaluation formelle sur le contenu semblent être plus compliqués à réaliser quand le programme est réalisé dans une langue de la communauté migrante.

Recommandations des producteurs migrants sur la façon d'améliorer les processus organisationnels à tous les niveaux.

Gouvernance :

- Améliorer la communication pour assurer la transparence concernant les structures d'organisation et les processus de gouvernance.
- Ouvrir la consultation avec les producteurs de programme. Ce point est bien résumé dans une des réponses au questionnaire « je pense que toutes les procédures, les structures et la participation sont clairement organisées. A travers nos réunions mensuelles d'assemblée plénière, nous avons l'habitude de discuter les points mentionnés ci-dessus. De cette façon, nous sommes toujours au courant des tâches à réaliser pour améliorer les performances et l'efficacité. »
- La rétroaction a pu être améliorée en demandant à des producteurs de remplir des questionnaires de façon régulière pour permettre une rétroaction constructive sur le fonctionnement de l'organisation.

Formation :

- Fournissez les informations sur les structures, les processus de prises de décision et la participation en tant que module important de la formation initiale. Cependant, quelques producteurs sont au début concentrés sur l'acquisition des compétences nécessaires pour réaliser ou animer des émissions. Le souhait de participer aux processus décisionnels se développe seulement plus tard.
- Fournissez aux producteurs des ressources autodidactes consultables en ligne, qui pourrait les aider à améliorer leurs compétences (vidéos des questions techniques, etc.)

- « Formations des techniques radiophoniques dans leur langue maternelle et en anglais. »

Programmation :

- Développer la participation du nombre de personnes dans la production des émissions multiculturelles et en langue étrangère.
- Assurez-vous que le temps de radiodiffusion est équitablement partagé parmi tous les producteurs, pour faciliter que plus de producteurs puissent apparaître sur la grille de programmes.
- La « grille de programmes pourrait être élargi de sorte que plus de producteurs puissent réaliser leur propre programme radiophonique. »

Intérêt sur des formations plus spécifiques ou de niveaux plus avancés

- Comment rapporter des affaires internationales
- Formation technique
- Qualifications journalistiques
- Valeurs de production.
- Ressources de formation en ligne

Soutien pour des formateurs migrants animant des stages. Oui (100%)

Recommandations des producteurs migrants concernant l'augmentation du soutien facilitant la participation des migrants au média

- Financement. « En intégrant des lignes spécifiques pour les bénévoles migrants dans les demandes de soutien financiers afin de pérenniser leurs programmes ».
- Formations en cours sur les qualifications techniques, journalistiques, valeurs de production et les ressources de formations en ligne.
- Assurer à des migrants la participation aux structures de gouvernance. "Je participe aux conseils d'administration ce qui es parfait"
- Actions de communication à l'extérieur visant à faciliter la participation des communautés migrantes.
- Lignes de financement visant à faciliter et encourager l'embauche des migrants en tant que personnel du média.
- « Je pense qu'en soutenant les producteurs migrants, nous pouvons en apprendre davantage à leur sujet. Ce serait un gain pour tous car nous partagerions des idées et de l'information. Les migrants ont également un patrimoine culturel riche que l'on peut tous aider à faire connaître. Cela les aiderait également à intégrer la culture allemande plus rapidement ».
- Plus de possibilités d'échanges entre les membres du personnel les plus expérimentés et les bénévoles, afin de leur faciliter le transfert des qualifications et des pratiques. Certaines réunions pourraient être thématiques, ainsi les animateurs avec les mêmes intérêts ou besoins peuvent se réunir.
- Campagnes régulières parmi les groupes communautaires pour inviter les migrants à faire partie de la radio.

- « S'engageant plus avec les communautés migrantes et proposant des programmes à différents groupes tels que les émissions d'actualités, besoins qu'ils peuvent avoir, etc. »
- « Pour être honnête, je me suis toujours senti non seulement soutenu mais également encouragé à faire partie de la communauté et à penser aux émissions que j'aimerais produire. En commençant par discuter des idées, à avoir du temps d'antenne et en toute autonomie, tout était possible et facilement mis à disposition »
- Avoir une personne migrante animant les formations ne changerait pas cela, je pense juste qu'il est bon de voir que toutes les régions de la communauté sont représentées dans la station (comme elles le sont à l'heure actuelle).
- Créer des espaces afin de partager des idées, des questions et des accomplissements.
- “Sería muy importante crear una red a nivel europeo y quizás mundial” (il serait important de créer un réseau européen ou même mondial).

Autres recommandations :

- Notre expérience nous montre que les producteurs migrants ne restent pas trop longtemps à la radio parce qu'ils donnent la priorité à la recherche d'emploi rémunéré mais ils continuent à se rendre disponibles de façon occasionnelle (une fois tous les deux mois). Les personnes impliquées étaient fortement qualifiées (atteignant le niveau 5 des formations radiophoniques), étaient instruits et c'est dommage qu'ils doivent arrêter leur participation à la radio.
- Stages de formations impartis dans une langue parlée par les migrants ou comme deuxième langue utilisée pendant les cours.
- J'ai auparavant examiné l'utilisation de différentes langues dans des radios communautaires. C'est quelque chose dont en principe je suis totalement favorable tout en ayant certaines craintes. Les programmes produits en langues « majoritaires » font partie des directives de la station qui vérifie régulièrement que ces émissions respectent les marges d'équilibre et d'équité. En ce qui concerne les programmes produits dans d'autres langues, le suivi et l'application de ces mêmes marges d'équilibre et d'équité sont souvent difficiles de mettre en place. Ces difficultés de contrôles doivent être pris en considération pour ne pas mettre la station en péril.
- Nous devons faire attention au fait que ces programmes soient seulement accessibles à ceux qui maîtrisent la langue parlée ! Ceci nous amène à promouvoir le bilinguisme dans les programmes, afin que le contenu soit accessible à tout un chacun.
- Faciliter la création d'un réseau nationale et internationale pour les producteurs migrants.

ANNEX 4
MIGRATION AND MEDIA IN HUNGARY

In 2015 the number of refugees and migrants surpassed all previous calculations and seemingly took the citizens of Hungary by surprise. It was like we had been sleeping for centuries. In response, Hungary built a fence at the Southern border to prevent refugees to step into the country's territory and the government launched a political campaign against migrants reinforcing its own bad reputation in the EU. The campaign not only tolerated but successfully generated hate speech and manipulated public opinion – and it was an “exceptional” situation in Europe, as it was not an extremist, radical party or community, but the government itself, that started a hate campaign.

If someone relied only on the news of the governmental official media it seemed that Hungary's biggest problem **in 2015-16** was migration, and that millions of people were threatening our borders waiting for the right moment to invade. This is rather peculiar if we consider that **in fact no migrants would have liked to stay in Hungary** – they used the country as a transit country in order to move further to Western-European countries but actually none of the refugees planned to settle down in Hungary.

According to the latest statistics, more than 90% of Hungary's population is Hungarian, the biggest minority is the Romani (3%), then the historical minorities – Slovakian, Romanian, Serbian, German or Russian – which together made for 2% of the total population, while the “new minorities”, like Chinese or Vietnamese, do not even reach 1%.

It was not always like this. At the beginning of the 20th only 46% of the population was Hungarian, 54% belonged to other minorities – so in fact Hungarian was the largest minority in the country. Hungary was a multicultural, multilingual state – the Carpathian basin was considered as the melting pot of nations. Then what led to the happenings of 2016, when a referendum was held about migration and migrants?

History, the two world wars and the socialist era formed and shaped Hungary. After the fall of the iron curtain, when our borders opened up, migrants did not choose Hungary as a target country to settle down, probably for economic reasons, as very simply, Western-European countries' life quality was better.

Immigration was not a recognizable issue for the majority of the society, honestly we did not know too much about refugee camps, regulations or about our refugee policy – Hungary was not affected by the migration.

In past years, the Hungarian asylum policy has been characterized by a strict regime of detention and systematic escapes. The regime of detention was briefly interrupted only in January 2013, after criticism from the European Commission, the Hungarian Helsinki Committee (HHC) and the Office of the United Nations High Commissioner for Refugees (UNHCR). For a short while, notorious detention centers such as Nyírbátor in north-eastern Hungary were turned into open camps. However, in the spring of 2013, the number of people seeking protection in Hungary increased sharply. As a result, detention for first-time asylum-seekers was reintroduced in July 2013. The HHC reports that over 40 percent of adult male first-time asylum-seekers were detained by April of 2014. Reception conditions in both open and closed camps have been known to be scandalously inadequate.

Only nine percent of asylum-seekers were granted some form of protection in 2014, the lowest recognition rate in all of the EU. This low recognition rate was partly due to the fact that 80 to 90 percent of all the people coming to Hungary absconded and left to the west within a few days. Their reasons for leaving Hungary were certainly manifold: integration policies that work on paper but not in practice, symptomatic homelessness (which is criminalized in the Hungarian constitution) and poor employment prospects to name but a few.

While the Dublin Regulation has dramatic consequences for people seeking protection, regardless of whether they are deported or not, it has been largely ineffective with regard to Hungary. In 2014, Hungary received 7,961 requests for deportation, out of which only 827 resulted in a transfer, and between January 2014 and June 2015 only three to four percent of those originally registered here were sent back. The fact that the number of people crossing through Hungary continued to rise in 2015 made it ever more unrealistic to uphold the Dublin Regulation.

Immigration, was not a big issue in Hungarian politics until the end of 2014. Yet, by this time, the Fidesz-government faced a loss of popularity as corruption scandals, plans to introduce a tax on internet-traffic and other issues led to anti-government protests of different forms and sizes. While most of the civil opposition to Fidesz remained divided, the ultra-nationalist Jobbik party challenged the government from the far-right. By using the forged link between terrorism and migration, ever since the Charlie Hebdo attacks in France in January 2015, the government therefore started to distract public attention from internal policy failures and the ensuing emigration and brain drain of Hungarian youth. As a result, the official discourse on migration became markedly more hostile.

The **prime minister started linking “mass immigration” to terrorism** and repeatedly called migrants a threat to Christianity and to “western civilization and culture” in his speeches. In April, the government went one step further and announced a national consultation on “immigration and terrorism”. This “consultation” was not actually an opinion poll. Instead, it was clearly designed to incite xenophobic sentiments, juxtaposing migrants against “traditional” Hungarian families. **Only ten percent of the Hungarian population participated in the national consultation.** Yet, the authorities instrumentalised the results and stated that an “overwhelming majority” of respondents “agreed” on “the need for stricter border controls”. An equally xenophobic poster-campaign warning immigrants not to come to Hungary was launched in May. However, as the posters were in Hungarian, they were primarily supposed to appeal to domestic voters.

Despite the hostile political environment more and more people seeking international protection were arriving in Hungary: in March 2016, an average of about 200 people were registered per day; this number rose to about 400 in May and to 500 by June of that year. On the latter date, and again using the results of the national consultation as a pretext, the government announced that it would declare Serbia a safe third country and fence off the Hungarian border. What followed, nevertheless, was an increase in the number of people trying to reach Hungary before the fence was put in place. By the end of June, the daily number of people that were registered had risen to about 1000, and in the months that followed this number steadily increased to multiple thousands.

The absolute majority of people seeking international protection crossed into Hungary via Serbia were usually caught by the police in and around the southern city of Szeged, and sent to a closed detention center or an open reception center (to which we refer as a refugee camp). Until a closed registration center was opened in Röszke (which is close to Szeged), those who were not detained received free train tickets to travel to the open camps in Bicske, Debrecen or Vámosszabadi.

The number of people entering the country in 2015 completely overwhelmed the already badly equipped Hungarian asylum system. The camps, set up to process asylum applications in accordance with the Dublin Regulations, were overcrowded to such an extent that the police often did not even attempt to bring people there anymore.

Hungary was hard-pressed throughout the summer to uphold its obligations as part of the Dublin Regulation. This means that, mostly because of international pressure, the government actively prevented people from leaving the country while it was clearly both unable and unwilling to provide

people with any protection. **A lot of migrants were being stuck at Budapest's train stations** – thousands of people were sleeping outdoors on the floor, while food and water were only being provided by volunteers and the very few sanitary facilities set up by the municipalities were vastly insufficient.

In response to the mounting pressure in Keleti, the government allowed hundreds of people onto trains. This prompted many more to spend hundreds of euro on train tickets. Then, under international pressure, the train-station was completely closed to new arrivals in August.

Moreover, as protests continued and the number of people trapped at the train station steadily rose, the police and some like-minded volunteers attempted to “persuade” people to go to the camps – but in vain.

In September, when over 1,200 people left the train station on foot to walk along the M1 highway in the direction of Austria. Hungarian police and authorities just stood by so as to finally rid themselves of any responsibility towards them. This powerful initiative of people to move on, even by foot, was a strong symbolic act, which was also supported by many Hungarian and foreign volunteers who provided food and water for the people walking. The march, however, proved physically excruciating, and in order to avoid yet another humanitarian crisis, the Hungarian government sent more than 40 buses to evacuate the marchers as well as those left in Keleti. The station became empty, marking the beginning of the period of organized state transit of people to Austria.

The state-orchestrated transit from the Hungarian-Croatian border to the Hungarian-Austrian border overburdened the crossing-point to the west. In Hegyeshalom, a town next to the Austrian border, the needs of several thousands of people could not be met even though the government-supported Red Cross worked there alongside countless volunteers.

In August and September 2015, it also implemented a number of changes to the Hungarian asylum law that have effectively, made it impossible to apply for asylum in Hungary. The decision to declare Serbia a safe third country is of extreme importance in this context: from August 2015 onwards, people that had travelled through Serbia could be sent back there to apply for asylum, while Hungary sought to further close itself off. Neither UNHCR nor any other EU country considers it a safe third country.

In the beginning of September, the Hungarian parliament accepted amendments to the national criminal code. This time, the amendments made “illegal border crossing” a criminal offense punishable by three years in prison. Also, damaging a border fence is now punishable by five years in prison.

Now, people who cross the Hungarian border without documents can either be detained until their deportation, or imprisoned – all “in accordance with the law”.

The quota referendum

On the 2nd of October 2016 Hungarian citizens could practice the greatest invention of democracy – in normal case we would have voted about something that have influence on our lives. In fact, we had the chance to vote about something that was out of our competency according to the country's EU obligations, and vote about an issue that never made sense in our context.

On 24 February 2016, Prime Minister Viktor Orbán announced that the Hungarian government would hold a referendum on whether to accept the European Union's proposed mandatory quotas for relocating migrants. The referendum on the “migrant issue” became the unique topic in public life – the government had spent at least 34 million euro on an “information campaign” in which they conveyed

messages such as: “Did you know than more than 300 people were killed in terrorist attacks in Europe since the start of the migrant crisis”, or “Did you know that the Paris terrorist attacks were carried out by immigrants”.

Since the question of the referendum did not make sense and the half-year long campaign was so inhuman, a lot of voters decided to stay away from voting and effectively boycott participation.

As expected, only 44% percentage of the people voted – 98% voted against the “migrant-quota” but the voting was invalid according to the low participation.

And again, as expected, the government evaluated the migrant quota as “an overwhelming victory”, regardless of the low turnout. In their official communique stated: “we consider the decision of the voters as compulsory on our part” and called the even then very likely legally invalid referendum as “valid in political terms”...

Media in Hungary

All public service radio stations in Hungary have become (fully or partly) the bullhorn of the government currently in power.

However, public service radio continue to broadcast in all ethnic minority languages existing in Hungary, though many believe that nowadays the political interest prevails over cultural reasons: looking for easy future votes of Hungarian citizens that are entitled to double nationality and recognised as a minority in neighbouring countries. It does so through an separate Ethnic Radio ([Nemzetiségi Rádió](#), public radio channel 4) which has been on air since 2007 and broadcast daily from 8 to 20h and repeat shows during night time.

The station broadcast daily two hour programmes in Croatian, Serbian, Romanian and in Slovak languages. There is a weekly 30 minutes programme for the following minorities: Ukrainian, Armenian, Bulgarian, German, Greek. Slovenian, Ruthenian and Polish. They also broadcast one hour show five days a week in Roma language.

The number of community radios in Hungary have been fallen drastically due to the unfavourable regulations and programme quotas introduced by the new Media Law in 2010.

From minority point of view, the saddest episode was the closure of Triangulum Radio, our tri-border station (Austrian, Slovenian, Hungarian) in the western part of Hungary in 2012 (after 7 years of operation) due to bad tender practice of the media authority.

Few community radio stations continue to broadcast programmes in ethnic or minority languages:

[TILOS RÁDIÓ](#) in Budapest broadcast programmes in four languages (Serbian, Chinese, French, English and German) and also cultural shows about India and the Roma minority.

As far as [CIVIL RADIO](#) is concerned: we used to have two English language programmes, now we have only one. We used to have a German language show. We still have a Chinese-Hungarian bilingual radio show and occasionally a Spanish language programme. Furthermore, we have regular radio shows on Russian, Indian and Roma culture, plus programmes on women issues and people with disabilities.



Co-funded by the
Erasmus+ Programme
of the European Union



For further information, visit <http://inclusiondes.eu/>